

60 ANS

À TAUX PLEIN

J'Y TIENS !



**Ingénieurs, cadres,
techniciens, agents de maîtrise,
le 23 septembre 2010,
investissons les cortèges
pour faire adopter une autre
réforme !**

**Le processus parlementaire
court jusqu'au début octobre.
Une puissante mobilisation de l'encadrement
est un message fort
qu'aucun pouvoir politique
ne peut ignorer !
Défiler avec la CGT,
c'est adresser un message encore plus fort !**

www.60ansatauxpleinjytiens.com

TROIS RAISONS DE MANIFESTER

Maintenir à 60 ans l'ouverture du droit à retraite. Les études ne doivent pas priver l'encadrement de ce droit. Etudier, c'est travailler !

Bien que non rémunérées à quelques exceptions près (École polytechnique ou Normale supérieure...), les années d'étude constituent un réel travail qui permet d'augmenter les gains de productivité (Cf. travaux de l'OCDE) et de dynamiser la croissance économique d'un pays. Les entreprises qui exigent désormais un haut niveau de formation initiale ne s'y trompent pas. Pour les générations déjà en activité et pour celles à venir, la validation des années d'étude est donc une mesure de justice sociale et d'efficacité économique. Les jeunes ne doivent pas être contraints de choisir entre faire des études et partir en retraite à 60 ans. **En dehors de tout rachat, la validation des années d'étude doit donc s'opérer sur la base du plus haut diplôme obtenu** : deux ans pour un DEUG ou un DUT, trois ans pour une licence, quatre ans pour une maîtrise ou un master 1, cinq ans pour un DEA ou un master 2, etc.

L'arrêt de la dégradation des droits à retraite

La réforme proposée par le gouvernement maintient l'ensemble des mécanismes qui, depuis la réforme Balladur de 1993, font baisser le rapport entre le dernier salaire net d'activité et la première pension nette. D'une part, le calcul de la pension de retraite est assis sur la moyenne des salaires des vingt-cinq meilleures années de carrière au lieu des dix, ce qui fait nécessairement baisser le niveau des pensions. D'autre part les salaires pris en compte pour ce calcul ne sont plus revalorisés selon l'évolution du salaire moyen de l'ensemble des salariés du privé mais selon l'évolution des prix telle que mesurée par l'INSEE. Or, un salaire revalorisé en fonction du salaire moyen est multiplié par 3,4 en trente ans, alors que le même salaire revalorisé en fonction des prix est multiplié par 2,5 (Cf. CNAV avril 2010). Indexée sur les prix, l'assiette de calcul de la pension ne progresse plus comme le salaire. Ce qui entraîne un effondrement du taux de remplacement du salaire par la pension de plus de 20 points en moyenne ! Pour garantir dès 60 ans une pension nette représentant au moins 75 % des meilleurs revenus nets d'activité, il est donc indispensable de revenir à un calcul de la pension assis sur le salaire moyen des dix meilleures années revalorisées selon l'évolution du salaire moyen. De plus, ce mode d'indexation corrige les inégalités de carrière, en particulier pour les salariés dont le salaire a évolué moins vite que le salaire moyen.

Apporter au financement de ces propositions les ressources nécessaires

Et c'est possible ! Il ressort du premier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites, le seul à avoir été approuvé à l'unanimité de ses membres, dont des parlementaires et des sénateurs de l'UMP, que le besoin de financement engendré par les évolutions démographiques peut être couvert. Pour financer nos propositions, il s'établit au maximum à huit points de PIB à dégager progressivement d'ici 2050.

A cet effet, il convient :

- ⇒ **de supprimer les exonérations de cotisations sociales patronales** - à ce jour 1,5 % du PIB - tout en modulant le taux de ces cotisations en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises, de façon à encourager les politiques favorables à l'emploi et au salaire ;
- ⇒ **d'assujettir au taux moyen de la cotisation dite « patronale » (15 %) pour les retraites les revenus financiers des entreprises** (260 milliards d'euros en 2008, selon les Comptes de la Nation).
Ce qui rapporterait près de 2 points de PIB supplémentaires ;
- ⇒ **enfin, d'augmenter progressivement les cotisations sur les salaires de 0,30 %, au plus, chaque année à compter de 2011 et jusqu'en 2050** (0,18 % pour la part dite patronale ; 0,12 % pour la part salariale, soit 36 euros de cotisation annuelle supplémentaire pour un salaire annuel brut de 30 000 euros), afin d'obtenir les 4 à 5 points de PIB restant.

UNION GÉNÉRALE DES INGÉNIEURS, CADRES ET TECHNICIENS DE LA CGT

263 rue de Paris - Case 408 - 93516 Montreuil Cedex

Tél. : 01 48 18 81 25 - Fax : 01 48 51 64 57

E-MAIL : ugict@cgt.fr - INTERNET : www.ugict.cgt.fr